

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.11 • NO.3 / NOVEMBRE 2004

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

# Turquie, la mal aimée de l'Europe

La question de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne se pose avec une angoisse grandissante à mesure que la date butoir du 17 décembre approche, tant au sein de l'Union qu'en Turquie même. Car c'est alors que le Conseil d'Europe donnera à Ankara soit une date ferme d'adhésion, soit une rebuffade historique aux conséquences imprévisibles.

Quelques jours après la publication, le 6 octobre, d'un rapport conditionnel par la Commission européenne, la résistance sourde s'organise au sein de l'Union, notamment en France et en Allemagne. Malgré l'appui du président Jacques Chirac à l'intégration turque, l'intégrisme républicain et laïc refait surface : l'Europe ne saurait pas intégrer un pays « oriental », et à plus forte raison, de confession islamique. Même son de cloche en Allemagne, où les partis conservateurs appréhendent l'afflux de millions de travailleurs turcs. Ainsi, pour Angela Merkel, leader du Parti de la démocratie chrétienne, la Turquie devrait se contenter d'un statut de « partenaire privilégié ».

La nature de l'accueil réservé par l'Union à la demande d'adhésion turque a créé des remous dans ce pays de 70 millions d'habitants qui attend avec impatience au seuil d'un vieux continent européen, devenu soudainement frileux à l'idée d'accueillir un pays qui, pendant 500 ans, a pourtant été une puissance européenne.

### Oui mais non

« Oui » donc à la demande de la Turquie, a statué la Commission. Mais ce serait un « oui » assorti non seulement de conditions de plus en plus contraignantes ; mais un « oui » réversible si jamais ce grand pays à 98 % musulman ne se montrait pas à la hauteur des attentes européennes en matière de droits humains et de mœurs démocratiques. À Istanbul, on se demande si, au bout du compte, l'Europe ne serait qu'un « club chrétien » qui imposerait un nouveau postulant la bonne vieille loi des deux poids, deux mesures.

« Le véritable mobile de cette réticence, particulièrement en France, c'est la



PHOTO : © IAN BERRY / MAGNUM

Après-midi au café Lavazza à Istanbul. Une jeune femme aux allures occidentales sirote un café turc, tandis que deux hommes fument la traditionnelle hookah ou narguilé.

religion », a déclaré l'ambassadeur turc à Paris, Uluc Ozulker, cité par le quotidien *Le Parisien*. « Si la Turquie était chrétienne, il n'y aurait pas de problème. Mais voilà, nous sommes un pays musulman. »

Paradoxalement, le progrès réalisé par la Turquie depuis 1999, en matière des droits de la personne et surtout depuis l'élection en 2002 du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) que dirige Recep Tayyip Erdogan, fait presque l'unanimité parmi les instances internationales. L'organisation Human Rights Watch a conclu que « la Turquie devance maintenant certains États-membres de l'Union européenne en matière de protection légale des détenus. L'État turc a résisté à de tels changements pendant plus de deux décennies, mais ses récents accomplissements ont finalement donné le feu vert à l'approbation internationale. »

L'élément catalyseur aura été, selon l'organisation de surveillance des droits humains, la perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union.

« L'intégration est perçue par plusieurs en Turquie, conclut-elle, comme étant la réalisation des idéaux du père fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. »

### Sourires amers

À Istanbul, une telle affirmation provoque plutôt des sourires amers. Les kémalistes, inspirés toujours par les doctrines nationalistes fascisantes héritées d'Atatürk, se seraient plutôt

ligués contre le projet d'intégration européenne. C'est, en fait, le gouvernement islamo-conservateur de Erdogan qui, en deux ans, a su mobiliser sa majorité au Parlement, pour accomplir ce qu'aucun gouvernement turc – tous kémalistes au demeurant – n'avait réussi à faire jusque-là.

Selon les sondages, même si la logique de l'adhésion l'emporte très largement, ce que les Turcs appellent « l'État profond » – l'armée, les grands médias et la bureaucratie – persiste néanmoins à afficher une hostilité aussi sourde qu'opiniâtre au projet d'adhésion. Et malgré l'appui très solide de la population, dont jouit le gouvernement, cet « État profond » continuerait à influencer négativement sur le cours des événements.

« La marge de manœuvre du président Erdogan est très restreinte, et la démocratie turque se conjugue toujours au conditionnel », affirme Ogüz Umurca, rédacteur en chef du quotidien *Yeni Asya* (islamiste modéré). « Chez nous, les gens croient qu'en se joignant à l'Europe, ils pourront pratiquer leur religion plus librement, plus ouvertement,

La nature de l'accueil réservé par l'Union à la demande d'adhésion turque a créé des remous dans ce pays de 70 millions d'habitants qui attend avec impatience au seuil d'un vieux continent européen, devenu soudainement frileux à l'idée d'accueillir un pays qui, pendant 500 ans, a pourtant été une puissance européenne.

explique-t-il. Mais combien des critères dit de Copenhague [critères qui régissent l'entrée à l'Union] pourront être réellement appliqués en Turquie? »

En outre, selon ce rédacteur, il est tout de même étonnant de constater que l'Europe ne soit toujours pas prête à accepter la Turquie dans ses rangs, que ce soit pour des raisons culturelles, voire religieuses, ou pour des motifs économiques. « Si l'Union européenne veut vraiment devenir une force globale, elle se doit de nous accueillir. »

La jeunesse de sa population, sa vitalité et sa discipline sont autant de facteurs qui confortent la politique européenne de Erdogan, souligne pour sa part Muhammad Yesilhark, analyste auprès de Lazard Frères, à Francfort, rencontré alors qu'il était de passage à Istanbul. Mais il y a aussi la force de l'économie turque, en voie de rétablissement après l'effondrement de 2001.

### Prêts à décoller

C'est à la suite du « coup d'État post-moderne » de février 1997, que l'économie turque, la dix-huitième au monde, a cafoillé : dévaluation de 40 % de la monnaie nationale face au dollar, crash boursier, chute libre du PIB. Et c'est cette crise qui a débouché sur l'élection de l'AKP, le parti islamiste dirigé par Erdogan.

Depuis deux ans, on a assisté à un revirement aussi fort que spectaculaire, fait valoir Muhammad Yesilhark. « L'inflation a reculé de 7 % à 1 % en deux ans, une performance qui serait étonnante dans n'importe quel autre pays du monde. La cote de la Turquie, d'après les agences, est maintenant de BB, ce qui constitue le seuil d'approbation pour l'investissement sécuritaire. Nous sommes prêts à décoller ! »

Et notre analyste d'ajouter : « Pendant la première moitié de l'an 2004, notre taux de croissance a été de 12,5 %, le deuxième plus fort au monde après la Chine. On s'attend à plus de cinq milliards de dollars en investissements étrangers directs l'année prochaine. Si la Turquie peut assurer sa stabilité politique, et si elle peut s'aligner sur l'entrée à l'Union européenne, la croissance pourra continuer pendant encore cinq ans. Cela ferait de nous plus d'un simple partenaire. »

FRED REED

L'auteur revient tout juste d'un séjour en Turquie.

## Repères Turquie

### Le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

**Avril 1987** : demande d'adhésion.

**Décembre 1997** : le Conseil européen du Luxembourg décide de « lancer un processus d'adhésion englobant les dix États candidats d'Europe centrale et orientale, et Chypre ». En ce qui concerne la Turquie, « le Conseil européen confirme l'éligibilité de la Turquie à l'Union européenne », mais ajoute que « les conditions politiques et économiques permettant d'envisager des négociations d'adhésion ne sont pas réunies ».

**Décembre 2002** : l'Union encourage la Turquie à poursuivre énergiquement son processus de réforme et lui donne un « rendez-vous ». « Si, en décembre 2004, le Conseil européen décide, sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec ce pays. »

**6 octobre 2004** : la Commission européenne rend son rapport sur la situation. La Commission estime que la Turquie respecte « suffisamment » les critères démocratiques fixés par l'Union européenne. Mais émet des réserves sur certains aspects. Sans indiquer de date précise, la Commission propose aux chefs d'État et de gouvernement des Vingt-cinq d'ouvrir des négociations d'adhésion avec le gouvernement turc.

**17 décembre 2004** : le rapport fera l'objet d'un examen par le Conseil européen, qui se prononcera sur la poursuite du dialogue avec la Turquie.

Arguments évoqués en faveur de l'adhésion de la Turquie, notamment par la Suède, la Grèce, l'Angleterre, l'Italie. Les États-Unis appuient aussi la candidature de la Turquie.

- Serait le meilleur moyen pour le règlement des conflits : établissement clair de la frontière dans la Méditerranée entre la Grèce et la Turquie, résolution du problème chypriote, reconnaissance des génocides, etc.
- Accélération du processus de démocratisation de la Turquie et amélioration des droits humains.

Arguments évoqués contre l'adhésion de la Turquie à l'UE, notamment par la France et l'Allemagne.

- La Turquie n'est pas entièrement démocratique, le pouvoir législatif se sentant toujours surveillé par les militaires.
- Bien que la Turquie soit un État musulman laïc, il n'y a pas de séparation entre la religion et l'État. Les 72 000 imams en Turquie sont des fonctionnaires payés et formés par l'État et dont les prêches hebdomadaires sont écrits par les fonctionnaires du ministère des Affaires religieuses.
- La Turquie ne reconnaît pas officiellement la minorité kurde, soit entre 10 et 12 millions de personnes.
- Si la Turquie se joignait à l'UE, le PIB de cette dernière diminuerait sensiblement.
- La Turquie n'est pas entièrement européenne. Sa capitale, Istanbul, et 95 % de sa population ne sont pas en Europe.
- L'économie turque étant plus faible que celle de l'UE, il risquerait d'y avoir un flot massif d'immigrants vers les autres pays.

### Situation des droits humains

- Le 9 janvier 2004, la Turquie a signé le protocole n° 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit l'abolition de la peine de mort en toute circonstance.
- Malgré la politique du gouvernement contre la torture, des centaines d'actes de torture sont rapportés annuellement par Human Rights Watch.

## L'Union européenne

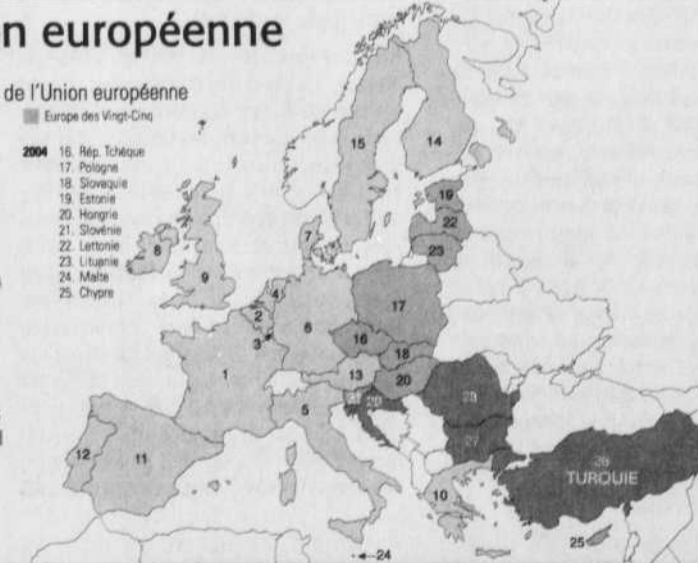
Pays membres de l'Union européenne

■ Europe des Vingt-Cinq ■ Europe des Quinze

1951 1. France  
2. Belgique  
3. Luxembourg  
4. Pays-Bas  
5. Italie  
6. Allemagne  
7. Danemark  
8. Irlande  
9. Royaume-Uni

1981 10. Grèce  
1986 11. Espagne  
1989 12. Portugal  
1995 13. Autriche  
14. Finlande  
15. Suède

Pays candidats à l'adhésion ■  
26. Turquie  
27. Bulgarie  
28. Roumanie  
29. Croatie



- Le gouvernement continue d'appliquer des restrictions sur la liberté de rassemblement.
- Depuis l'élection du parti islamiste de Recep Tayyip Erdogan, le regain de l'offensive islamiste vise en priorité les femmes.
- En 2001, une modification au Code du travail permet aux femmes de travailler sans devoir obtenir l'autorisation de leur mari.
- À l'automne 2004, un projet de loi prévoyant punir l'adultère par l'emprisonnement est retiré à la dernière minute.

Miriam Fahmy



## Le canal de Panama, un défi environnemental

Complétée en 1914 par les États-Unis, la construction du canal de Panama a marqué l'histoire du pays. Le Panama, anciennement une province de la Colombie, a alors acquis son indépendance, tandis que débutait l'histoire de l'ingérence des États-Unis en Amérique latine.

Cent ans après l'achèvement des écluses du canal de Panama, celles-ci ne sont plus assez larges pour accueillir tous les navires, et ne seront bientôt plus en mesure de supporter tout le trafic quotidien. C'est pour ces raisons que la Autoridad del Canal de Panamá (ACP), l'agence gouvernementale responsable de son administration et de ses opérations, étudie la possibilité de construire une nouvelle série d'écluses.

L'agrandissement du canal est jugé essentiel par l'ACP afin qu'il demeure compétitif et qu'il continue à alimenter la croissance économique du Panama. Mais comme il s'agit d'un canal d'eau douce, l'approvisionnement des nouvelles écluses dépend totalement du lac Gatun. Lequel sert également à fournir en eau potable les nombreux Panaméens de la région. L'augmentation de l'achalandage sur le canal augmentera d'autant plus la pression sur le lac Gatun qui n'a pas les réserves suffisantes pour alimenter à la fois de nouvelles écluses et la demande croissante de la population.

Or, en plus de la construction d'écluses géantes, l'élargissement du canal suppose aussi la construction d'un nouveau barrage sur la rivière Indio. Lequel devrait entraîner le déplacement de la majorité des 3 500 personnes habitant la région, en raison de l'inondation des terres que cela provoquera. Également au programme : déforestation et excavation massive des terres, les impacts environnementaux considérables qui ne seront pas sans conséquences sur les populations.

C'est pour cette question qu'une organisation de paysans, la Coordinadora Campesina Contra las Embalses (CCCE) s'oppose à la construction du nouveau barrage. Le CCE a organisé plusieurs manifestations dans les villes de Colon et de Panama, clamant que l'ACP a été jusqu'à présent incapable d'informer la population du moindre détail touchant le nouveau barrage et ses impacts. L'avenir inquiète les campesinos. Ils soutiennent qu'il n'y a plus une seule parcelle de terre disponible pour accueillir la population déplacée. Bien que conscients que la région a besoin de développer son potentiel économique, les paysans sont sceptiques quant aux bénéfices du projet. Ils ne veulent surtout pas perdre leurs terres, dont ils tirent leur subsistance.

De son côté, l'ACP soutient que la construction du barrage est nécessaire, qu'il fera preuve de transparence, qu'il consultera la population, et qu'une croissance des revenus générés par le canal pourrait à long terme servir au développement socio-économique des régions rurales. L'ACP fait également valoir que cette phase de construction fournirait de l'emploi aux paysans.

La proposition d'élargissement du canal de Panama présente de formidables défis qui auront un impact sur le développement futur du Panama et la durabilité de son environnement. Perçu uniquement comme une stratégie de développement économique, le projet soulève différentes questions, comme celle de savoir s'il s'agit de la stratégie la plus appropriée – une question sur laquelle la Panama Canal Authority devrait se pencher. L'élargissement du canal pourrait représenter une opportunité pour le Panama de régler sa dette envers les populations les plus déshéritées du pays ; mais il pourrait également contribuer à accroître leur marginalisation et leur pauvreté.

Parallèlement, l'environnement pourrait être amélioré, en autant qu'il y ait une stratégie de conservation et d'amélioration de la qualité de l'eau. Autrement, l'importante dégradation environnementale à laquelle est confrontée la région pourrait davantage s'aggraver. L'élargissement du canal de Panama est peut-être la décision la plus importante du siècle pour les habitants du Panama, tout comme la construction a profondément marqué l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

Mark Brooks

## Les victimes politiques de Jeanne

PHOTO : © NORMAN BLOUIN



Les récentes manchettes ont amplement titré les désastres causés par l'ouragan Jeanne en Haïti. Le nombre annoncé de victimes et les conséquences matérielles et écologiques en disent long. Pire scénario était-il possible ?

Le 30 septembre, Haïti a connu un nouveau soubresaut politique. Une vaste opération de terreur s'est mise en branle à Port-au-Prince principalement dans les quartiers populaires de Bel-Air et de Cité Soleil. Ce sont les militants de la Famille Lavalas qui sont à l'origine de cette campagne baptisée « Opération Bagdad » en raison des actes d'une grande violence qui sont perpétrés : décapitations publiques, agressions sexuelles, attaques des commerçants, etc. L'ambiance qui règne fait en sorte que les écoles et les commerces ferment leurs portes, la majorité se fait silencieuse et la vie quotidienne est une fois de plus paralysée.

Pendant ce temps, un ancien militaire, Joseph Jean-Batiste, a fait son entrée à Port-au-Prince pour « délivrer » la ville des chimères. Celui-ci est à la tête d'une armée qui en principe a été dissoute par Aristide, mais dont les membres sont néanmoins lourdement armés. D'où viennent toutes ces armes ?

### Frileuses interventions

Devant cette pagaille de bandes armées, les forces multinationales de maintien de la paix des Nations unies (MINUSTAH) – qui selon certains observateurs se tiennent loin des quartiers populaires, fiefs des bandes armées où circulent aisément les armes et se fait le recrutement des enfants – apparaissent impuissantes à instaurer un climat de confiance. Le gouvernement de transition, quant à lui, s'en trouve complètement discrédité. En fait, les soldats de la MINUSTAH protègeraient davantage les instances du

pouvoir que les zones représentant un véritable danger d'explosion.

Tout ça est dangereux et menace d'effacer les rares efforts de concertation et de pacification des derniers mois, tentés par quelques organisations de solidarité internationale étrangères et le très fragile mouvement social haïtien. Même le Fonds monétaire international (FMI) – prenant prétexte des violences et de la détérioration de la sécurité à Port-au-Prince – vient d'annoncer le rapatriement de son représentant sur le terrain et l'annulation d'une mission qui devait en principe identifier les meilleurs moyens de venir en aide aux victimes de Jeanne.

Par ailleurs, il est vrai que le gouvernement intérimaire n'arrive pas à respecter ses promesses et à travailler de façon efficace, que ce soit ou non avec les forces de maintien de la paix. De part et d'autre, on semble frileux de s'engager dans de véritables efforts pour secourir les victimes de l'ouragan, c'est-à-dire pour sortir la population haïtienne du marasme économique et social dans lequel elle continue de s'enfoncer.

Les pays d'Amérique centrale manifestent leurs inquiétudes et envisagent l'envoi urgent de convois militaires pour appuyer les opérations du Conseil de sécurité. La Chine a aussi décidé de participer à l'effort de paix en envoyant... « 95 militaires » ! Mais l'ampleur du contingent ne garantit pas le succès de l'opération, plusieurs interventions internationales d'envergure ont déjà été tenté en ce sens, sans succès pour

autant. Qu'on se rappelle le retour d'Aristide en 1994, escorté par l'armée des États-Unis. Il faut plus que de nombreux soldats. Il ne s'agit pas d'une simple intervention humanitaire au lendemain d'une catastrophe naturelle. Le problème est social, économique, développementaliste, et pas principalement militaire.

### Le sort s'acharne

Tout ce désordre a des conséquences énormes pour les victimes de l'ouragan Jeanne dans la région de l'Artibonite et le nord du pays. L'aide humanitaire ne se rend pas aux Gonaïves et le nombre de morts se multiplie. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plusieurs tonnes de denrées doivent être acheminées via la République dominicaine pour échapper aux délinquants de la capitale.

En fait, les impacts matériels et écologiques majeurs occasionnés par Jeanne lèvent surtout le voile sur une réalité dont il a été peu question dans les journaux au cours de la dernière année, alors que la perle des Antilles vivait bouleversements sur bouleversements. En effet, à leur façon, ces lourds dommages révèlent l'empreinte magistrale de la mauvaise gestion des ressources naturelles et de la fragilité des infrastructures nationales. Alors que le même ouragan ne fait que 80 victimes en Floride, il en fait plus de 2500 en Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère. Les victimes haïtiennes ne sont pas mortes d'une catastrophe naturelle, mais bien de la pauvreté et de la malgestion.

Les mobilisations orchestrées rapidement au Québec témoignent de la solidarité des Québécoises et Québécois envers leurs voisins haïtiens. Cette réponse, bien qu'elle ait été efficace et rapide, ne représente qu'un baume sur les plaies ouvertes d'Haïti. De son côté, le gouvernement Charest a annoncé une aide humanitaire de 200 000 dollars aux victimes de Jeanne, ce que bon nombre de représentants de la diaspora haïtienne au Québec ont qualifié, on s'en doute, de dérisoire. Les campagnes entamées en parallèle par les organisations de coopération et de solidarité internationale du Québec sont dès lors investies d'une importante responsabilité politique et non seulement humanitaire. Haïti n'est pas au bout de ses peines.

TANIA VACHON

L'auteure est chargée de projets pour les Caraïbes à Alternatives.

## Au Kirghizistan, la terre au féminin

Soixante pour cent des habitants du Kirghizistan habitent en région rurale et dépendent de la terre pour survivre. Dans ce pays de hautes montagnes et de verts pâturages, la terre est une ressource rare et stratégique, surtout depuis l'éclatement de l'URSS, en 1991, qui a entraîné la privatisation des terres. Pour les femmes, la situation est davantage critique.

Le Kirghizistan a été le premier pays d'Asie centrale à entreprendre une réforme agraire. À l'indépendance, il a fallu décider de ce qu'on faisait des kolkhozes, ces immenses fermes collectives contrôlées par l'État soviétique. Entre 1991 et 1996, elles ont été réorganisées en lots familiaux ou individuels. L'indépendance a eu des conséquences graves sur l'agriculture et l'économie en général. Les subsides, reçus de Moscou jusque-là, se sont arrêtés d'un coup. « Pour se sortir de cette situation difficile, le gouvernement kirghize a décidé de privatiser la terre, pour que les gens puissent survivre, explique Kachkynbai Kadyrkulov, l'un des rédacteurs de la réforme agraire. Dans chaque kolkhoze, nous avons organisé des assemblées pour décider de la façon de distribuer la terre. Il fallait convaincre les propriétaires du kolkhoze, expliquer aux paysans ce qui se passait, essayer que tout soit le plus démocratique possible. En théorie, la terre devait être donnée aux individus, mais dans la pratique, les autorités locales n'ont pas voulu perdre le contrôle. »

### Burul

Ainsi, les premières années ont été marquées par de nombreuses irrégularités et une certaine confusion. Souvent, comme Burul, les gens ont officiellement commencé à cultiver des terres abandonnées, mais sans recevoir de certificat de propriété. « Si j'avais su, je ne me serais pas contenté d'une entente verbale », commente la principale intéressée.

En bordure de la petite ville de Naryn, au pied des montagnes, Burul pointe du doigt un petit carré de terre de 0,25 hectare, en dessous des pylônes électriques : « Ça, c'est ma terre. En 1993, c'était la décharge de la ville, un tas de déchets et de pierres. Avec mes cinq enfants et mon mari, nous avons obtenu la permission de l'utiliser, pour faire pousser du blé. Nous l'avons nettoyée et l'avons irriguée. Maintenant, depuis cinq ans, il faut nous battre pour l'obtenir légalement, parce qu'elle a été donnée à mon voisin par erreur, soutient-elle. Sur notre terre, nous pouvons récolter 300 kilogrammes de blé par an, environ cinq sacs. C'est tout juste assez

pour nourrir la famille, nous n'avons pas de surplus à vendre. »

### Ismaelena

Au village d'Utchky, aussi dans la région de Naryn, tout ceux qui vivaient dans le kolkhoze ont reçu, en 1992, 0,6 hectare de terre. Ismaelena avec son mari et sa fille avaient alors obtenu un total de 1,8 hectare qu'ils ont consolidé avec la terre de leurs beaux-parents, afin de former trois hectares. Mais aujourd'hui, Ismaelena est divorcée et doit se battre depuis deux ans pour récupérer sa part et celle de sa fille. Car la loi, contradictoire, l'en empêche.

Gulnara Baimambetova, directrice de l'Association de soutien des femmes entrepreneurs du Kirghizistan raconte qu'elle ne savait pas elle-même qu'il y avait un article dans la loi qui pénalisait les femmes divorcées. « C'est seulement après avoir mis sur pied un projet d'aide légale que j'ai appris. Selon cet article, un lot familial ne peut être divisé. Car un seul certificat d'enregistrement a été émis, pour une terre où vivent parfois plusieurs familles. »

Ismaelena s'est établie à Naryn et travaille au marché. Elle dit ne pas vouloir retourner vivre au village. « Je veux simplement récupérer mon droit sur cette terre, la louer et éventuellement la vendre, quand la loi changera, pour en acheter une autre ailleurs, pour mes enfants. Mais je n'arrive même plus à prouver que cette terre m'appartenait, ni même que j'ai déjà habité là-bas, parce que tous les documents ont été



changés avec l'arrivée d'un nouvel alak matar, le maire de la ville, qui est un cousin de mon beau-père ! »

Les populations sont très dépendantes des alak matar qui sont des héritiers du régime communiste et souvent corrompus. C'est du moins ce qu'affirme Nurjan Amanbekova, avocate d'Ismaelena. Un besoin accru d'aide juridique se fait sentir pour régler les conflits qui resurgissent à mesure que la population prend conscience de ses droits.

### Un long processus

En juin 2004, des amendements ont été déposés par différents groupes pour modifier la loi. « Nous voulons inclure le droit de diviser les lots, de les vendre, de les échanger – en ce moment il y a trop de restrictions et dans les faits c'est très difficile d'avoir accès à sa part », commente Gulnara Baimambetova. L'étude a d'abord été reportée en sep-

tembre, puis à la fin d'octobre. « Ce sera un long processus », soupire-t-elle.

Le Canada finançait en 2003 un projet de consultation légale dans la région de Osh, en partenariat avec le gouvernement kirghize. Le projet mis sur pied par l'Association des femmes entrepreneurs, financé par UNIFEM, couvre tout le Kirghizistan. Mais le besoin n'est pas prêt d'être comblé, selon Gulnara Baimambetova, car « même si les choses commencent à se placer, il reste encore beaucoup d'irrégularités à résoudre. Et les femmes ont besoin de la terre, parce que lorsque les hommes partent travailler à l'étranger, c'est encore la façon la plus sûre de nourrir leurs enfants. »

AUDE MALTAIS

L'auteure est actuellement en Asie centrale pour réaliser une série de reportages, avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

## ET SI L'ÉCOLE SECONDAIRE IDÉALE EXISTAIT ?

### L'école secondaire Le Vitrail :

Une école unique où l'anonymat est tout simplement impossible.

(514) 596-4650

Consultez la fiche descriptive de l'école :

www.csdm.qc.ca

(Cliquez sur *Établissements scolaires*, puis sur *Secondaire (A-Z)*, puis sur *École Le Vitrail*, puis sur *Fiche*)



Commission  
scolaire  
de Montréal



LE VITRAIL

## L'Évangile selon George et ses disciples

De passage à Montréal, la journaliste américaine, Barbara Victor, est venue présenter son livre intitulé *La dernière croisade*. « Je suis porteuse de mauvaises nouvelles », a-t-elle lancé d'entrée de jeu, en entrevue à *Alternatives*.

Au cours de la dernière année, Barbara Victor a sillonné d'est en ouest les États-Unis pour rencontrer les Born Again Christians, dont se réclame le président George W. Bush et plusieurs de ses acolytes de la Maison Blanche, dont le ministre de la Justice, John Ashcroft. D'autres encore occupent des postes clés dans la magistrature, l'armée et les services secrets américains.

Les Born Again Christians sont des fondamentalistes chrétiens associés à plusieurs églises sectaires pante-côtistes ou baptistes, par exemple. On les appelle les évangéliques. Ils sont 80 millions sur tout le territoire des États-Unis, et représentent près du tiers des électeurs. Très actifs, ils sont aussi très puissants, comme en témoigne la composition des organes du pouvoir. Ils sont contre l'avortement, contre les mariages gays – contre les homosexuels de toutes façons –, contre toute mesure visant à augmenter les impôts pour les plus riches, et pour le port d'armes. Ils croient également que le peuple juif est véritablement le peuple élu, et apportent un soutien politique et financier sans limite à la droite israélienne. Pire, ils sont pour la déportation des Palestiniens, en Jordanie ou ailleurs. Convaincus que l'islam est l'ennemi « naturel » des valeurs judéo-chrétiennes, ils ne peuvent concevoir qu'Allah puisse être le même Dieu qu'ils prient eux-mêmes quotidiennement. Allah n'est pas Dieu, Allah n'est pas un dieu. Le 11 septembre est pour eux un signe du

Tout-puissant pour ramener les États-Unis dans le droit chemin, dont ils s'étaient écartés, devenus à leurs yeux trop libéraux.

### Dieu contre Allah

Si pour les évangéliques l'islam a remplacé la menace communiste désormais vaincue, elle n'en demeure pas moins bien pire. « Pour ces gens, c'est une force de l'ombre », commente la journaliste, qui ajoute : « C'est mon Dieu contre ton Dieu. À partir du moment où Dieu est dans l'équation, il n'y a plus rien de raisonnable. »

Au fil des pages, Barbara Victor nous fait rencontrer des dizaines de Born Again Christians. Des hommes et des femmes persuadés d'avoir personnellement rencontrés Jésus, et qui prient « en langues ». C'est-à-dire dans un langage qu'ils ont inventés – comme

Le 11 septembre est pour les Born Again Christians un signe de Dieu pour ramener les États-Unis dans le droit chemin, dont ils s'étaient écartés, devenus à leurs yeux trop libéraux.

le font les enfants – et qui ne serait compris que de Dieu et son fils. Question d'être certains qu'il n'y ait pas d'interférence. De la part de qui ? Celle de Satan. Souvent, après les séances de prières, ils entrent en transe, jusqu'à tomber dans les pommes. Des hurluberlus. Et bien non, répond

l'ancienne correspondante de CBS au Moyen-Orient, née à Montréal, et qui aujourd'hui vit plutôt du côté de Paris, où elle est mariée. « Quand vous les rencontrez, ces gens n'ont rien d'hurluberlu dans leur apparence. » De fait, ces fondamentalistes chrétiens occupent des emplois comme tout le monde, habitent de petites maisons respectables en banlieue. Le plus surprenant c'est que « ces personnes sont heureuses, elles respirent le bonheur », s'étonne encore Barbara Victor. Tellement, qu'elle avoue, sourire en coin, qu'il lui arrive parfois de se demander si ce n'est pas elle qui a tort. Elle raconte aussi, que tous les jours, lorsqu'elle ouvre son courrier électronique, elle découvre des tas de messages des évangéliques qu'elle a rencontrés au cours de son enquête, lui disant qu'ils sont persuadés qu'elle rencontrera bientôt Jésus, et que Dieu a une mission particulière pour elle.

### Un sauveur est né

Ces 80 millions de personnes éliront sans conteste Bush, leur « sauveur », le 2 novembre, l'un des leurs, également persuadé d'avoir rencontré Jésus, ce qui l'aurait amené à arrêter de boire. « Sans la foi, c'est impossible », a-t-il déjà déclaré plusieurs fois.

Mais les évangéliques ne seront pas les seuls à voter pour Bush. « Il y a plusieurs de mes amis, des intellectuels, des Libéraux, qui sans le dire voteront pour Bush », annonce avec une pointe de fatalité la journaliste. Nous vivons dans une atmosphère, où même les gens qui ne sont pas religieux pensent que si



Séance de prière à la Maison Blanche. Le président Bush et sa femme Laura, en compagnie du radio-évangéliste James Dobson et de son épouse Shirley.

on n'a pas un président un peu fou, on ne s'en sortira pas. Ils se disent que ce n'est pas le temps d'avoir un intellectuel à la tête du pays. » Et puis, il y a aussi la question des impôts qu'ils ne veulent pas voir augmenter. Ce sera également le cas de plusieurs homosexuels, pour cette même raison, et en dépit du fait qu'ils soient continuellement stigmatisés par la droite républicaine chrétienne.

Et si Kerry est élu ? « D'abord Kerry ne sera pas élu. Et si il l'est, il ne fera qu'un mandat. Au début, l'atmosphère changera légèrement, sera moins pesante. Mais les évangéliques seront toujours là, la guerre en Irak, l'islam et les actes terroristes également. » Sans compter que plusieurs des sénateurs, des élus, des magistrats et des membres influents de la CIA sont des évangéliques.

Pour Barbara Victor la situation est de toute évidence apocalyptique, pour employer un mauvais jeu de mots.

Elle craint que l'on soit, les États-Unis, le Canada, la France et le reste du monde, dans cette situation pour encore de très nombreuses années. « Ça se passe dans la tête. On ne peut rien contre cela. On ne peut pas se battre contre les émotions, les croyances. À partir du moment où vous avez des gens qui sont prêts à mourir... »

La journaliste américaine dit être bien heureuse d'avoir trouvé mari à Paris. Si ce n'était pas le cas, elle songerait probablement à demander la nationalité canadienne. « C'est vraiment la dernière croisade, nous prévient-elle. Nous ne sommes plus au Moyen-Âge. Il existe aujourd'hui des armes de destruction massive. Et nous n'avons plus de gouvernement responsable. »

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

# L'Égypte sur la brèche

Depuis quelques années, douze millions de paysans sans terre sont venus s'entasser dans les bidonvilles qui encerclent la capitale égyptienne et les autres grandes villes du pays. Déjà que Le Caire comptait plus de dix millions d'habitants, on imagine l'engorgement, la pression, les tensions et toutes les dérives que cela peut provoquer.

L'exode rural résulte en bonne partie des réformes « suggérées » par le Fonds monétaire international (FMI) depuis le début des années 90, et qui ont accentué la concentration foncière. « C'est une sorte de latino-américanisation accélérée du monde rural », explique Farida al-Nakash, militante du Rassemblement unioniste progressiste (Tagamu), le plus grand parti de la gauche égyptienne.

En ville, la pauvreté s'aggrave, il y a de plus en plus d'enfants des rues et de mendiants. Pour absorber la masse de nouveaux arrivés, il faudrait que le taux de croissance économique annuel dépasse les 7 %, mais il n'atteint même pas 3,5 %. Depuis 1981, les salaires n'ont cessé de diminuer considérablement.

### Effritement

Malgré cela, le FMI continue d'inciter le gouvernement à accélérer les réformes. D'où des pressions du fonds pour que le gouvernement égyptien arrête de subventionner le prix du pain (ce que le gouvernement égyptien refuse jusqu'à présent). Évidemment, « ces politiques accentuent le problème, y compris pour une classe moyenne qui se retrouve le dos au mur », souligne Farida al-Nakash. Pendant ce temps, ces politiques ne permettent pas pour autant de moderniser l'économie égyptienne. Au contraire, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, les investissements étrangers en Égypte sont en baisse depuis 2002.



À Sakkara, à quelque 35 kilomètres dans la banlieue sud du Caire, la ville la plus peuplée du Moyen-Orient, avec ces 70 millions d'habitants.

Malgré les faits, on s'entête : ouverture des marchés, libéralisation financière, facilitation de l'investissement étranger, dérégulation, diminution des taxes, austérité fiscale, privatisation, taux d'intérêt élevés et

flexibilité croissante pour le marché du travail. 172 entreprises publiques doivent prochainement être privatisées, dont plusieurs sont pourtant très rentables. Pour le professeur d'économie Gouda Abdel-Khalek, cela est contraire au bon sens : « L'expérience démontre que seuls les pays qui contrôlent leur développement avancent, comme la Chine et l'Inde. » Pour sa part, l'économiste, Salah al-Amrousi, estime que l'ouverture aux

marchés internationaux crée des problèmes supplémentaires dans certains secteurs industriels où les firmes nationales ne peuvent compétitionner avec les importations à bas prix. C'est le cas du textile par exemple.

### Une dynastie Moubarak ?

À côté des problèmes économiques, l'Égypte se fragilise sur le plan démocratique. Les organisations et partis de gauche sont étroitement surveillés. L'opposition islamiste est violemment réprimée, même ceux qui n'ont rien à voir avec les groupes les plus extrémistes. Récemment, le gouvernement suédois a protesté contre les mauvais traitements infligés à deux personnes possédant la double nationalité suédoise et égyptienne, Ahmed Agiza et Mohammed al-Zari. Le premier a été condamné à quinze ans de travaux forcés dans le cadre d'un procès qualifié d'« injuste » par Kenneth Roth, directeur de Human Rights Watch : « L'Égypte est atteinte d'une épidémie de torture. Mais au lieu de constater la crise, le gouvernement actuel s'affaire à enterrer ces crimes. »

Cette question est d'autant plus dramatique que le gouvernement a récemment fermé un centre médical dédié à la réhabilitation des victimes de la torture, l'Institut el-Nadim, dirigé par une femme médecin, Aida Seif el-Dawla. Depuis plus de 30 ans, le pays est régi par l'état d'urgence qui permet les arrestations arbitraires et la détention sans procès pour une durée indéfinie. Les mauvais traitements infligés aux détenus sont monnaie courante dans les postes de police et les centres de détention.

Entre-temps, le président Hosni Moubarak s'apprête à passer la main en 2005 à son fils Gamal, un ex-banquier qualifié de « moderniste » dans les médias. Le Parti démocratique nationale (PDN), au pouvoir depuis plus de 50 ans, est inamovible. Il contrôle 85 % des sièges du Parlement que tout le monde, y compris les partisans du régime, qualifie de « Parlement-oui-chef ». Dans un document présenté fin septembre, Gamal Moubarak promet cependant de faire respecter les droits humains, notamment en établissant une commission nationale. Il s'engage aussi à abolir les tribunaux de sécurité et les travaux forcés, tout en permettant aux citoyens de constituer des partis politiques avec moins d'interfé-

rence de l'État. Enfin, une commission électorale indépendante serait mise en place, ce qui, en apparence, serait une amélioration importante par rapport à un processus électoral actuel étroitement contrôlé par le pouvoir.

Mais pour les partis d'opposition, la modernisation du système politique est vouée à l'échec si cela n'inclut pas des changements constitutionnels garantissant réellement les droits humains et politiques. Actuellement, le président n'est pas élu mais nommé par deux tiers des parlementaires, puis confirmé par référendum. « En réalité, affirme le professeur Amr Hamzawi de l'Université du Caire, le PDN n'est pas prêt à abandonner le monopole du pouvoir ». Le terrain politique légal est encore plus fermé du fait de la dynamique régionale, fortement aggravée depuis le 11 septembre 2001. « Par définition, ajoute Farida al-Nakash, toute personne en désaccord avec le régime est un terroriste en puissance, quelle que soit son idéologie et son programme. Être dans l'opposition est un crime. » Entre-temps, la répression qui frappe surtout les islamistes ne réussit pas à empêcher les actes terroristes, comme l'illustre les terribles attentats du centre touristique de Taba en octobre.

### Micro-espaces

« L'opinion publique est survoltée, avertit Farida al-Nakash. À chaque jour, dans les villages éloignés, les télévisions satellitaires comme al-Jazzira diffusent les images de soldats américains en Irak qui tirent, torturent, détruisent. » Mais al-Jazzira secoue aussi la cage en rapportant la malgestion des gouvernements arabes. Une double frustration contradictoire qui pourrait devenir explosive. « Nous ne sommes pas vraiment mieux organisés, commente la militante, mais nous sommes plus informés et plus conscients. »

Entre temps, si le verrouillage est quasi total au niveau politique, des initiatives sociales et communautaires prolifèrent, sous la surveillance étroite de la police. Mais même s'il veut tout contrôler, le gouvernement ne peut quand même pas tout interdire et partout, des gens s'organisent pour survivre, pour se créer un petit boulot, pour subvenir aux carences de l'État. Dans ces interstices du pouvoir s'ouvrent de micro-espaces qui pourraient devenir des outils pour canaliser les revendications populaires.

S. VICTOR

## Une autre mondialisation est-elle possible ?

Les nouveaux enjeux et les nouvelles stratégies de développement en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle

Dans la collection  
**Pratiques et politiques sociales et économiques**

### Altermondialisation, économie et coopération internationale

Sous la direction de Louis Favreau, Gérard Larose et Abdou Salam Fall  
2004, 404 pages, ISBN 2-7605-1309-2, D-1309, 39 \$

### Le Sud... et le Nord dans la mondialisation Quelles alternatives ?

Le renouvellement des modèles de développement

Sous la direction de Abdou Salam Fall, Louis Favreau et Gérard Larose  
2004, 406 pages, ISBN 2-7605-1318-1, D-1318, 39 \$

www.puq.ca

Téléphone : (418) 657-4399  
Télécopieur : (418) 657-2096

Presses de l'Université du Québec  
Les grands diffuseurs de la connaissance depuis 35 ans



## Billets

## Le serbo-croate et la distorsion du présent



Gil Courtemanche

BELGRADE — Je suis ici au cœur de tous les bouleversements, des empires écroulés et des nationalismes qui, même s'ils sont vieux comme des dinosaures, perdurent, persistent et signent.

Ici, nous sommes au cœur de toutes les perversités nationalistes. Les 500 dernières années n'ont été faites que de cela. On pourrait croire que les nationalismes diffèrent les uns des autres, que le nationalisme serbe se distingue du croate, du bosniaque ou du slovène. Ce n'est pas le cas. Tous les nationalismes, même s'ils diffèrent en intensité, procèdent des mêmes mécanismes pour traverser l'Histoire en se reproduisant selon les temps et les opportunités de la classe politique. Ce sont essentiellement la réinvention du passé, la distorsion du présent, la démonstration de l'adversaire ou l'invention d'un ennemi.

On me dira que de ce chaos, de ce fracassement des hégémonies impériales, sont nés des pays : la Croatie, la Serbie, la Bosnie, la Slovaquie et peut-être bientôt un misérable Kosovo et un maigrichon Monténégro. Certains voient comme un progrès cette multiplication au nom de l'identité des États-Nation. Je n'en suis pas certain. Les nouveaux riches des mafias qui prolifèrent dans ces faibles États et qui possèdent presque toutes les ruines et les dépouilles de l'ancienne Yougoslavie s'en réjouissent, de même que les multinationales et les grandes puissances qui voient en ces États des pions faciles à manœuvrer.

La Yougoslavie a une histoire curieuse, ne serait-ce que parce qu'elle a été inventée autour du rêve d'une langue propre aux peuples slaves du Sud. C'est en quelque sorte un pays inventé par les linguistes.

Mais voici que dans la foulée de la naissance de ces nouveaux pays, on s'est mis à dire que le croate, le serbe et le bosniaque étaient des langues différentes. Je parlais plus haut de « distorsion » du présent. Et pour prouver que les langues diffèrent profondément, on introduit dans le serbo-croate littéraire, quelques régionalismes qui existent dans la langue parlée. Le mot « pain » n'est pas le même à Belgrade ou à Zagreb, un peu comme le pain chez nous et la baguette en France. Le café dorénavant est turc à Sarajevo et grec en Serbie, même si tous les cafés de cette partie de la Méditerranée sont identiques et fabriqués de la même façon.

Résultat des courses, cette absurdité, de même que les rivalités soigneusement entretenues, font le bonheur des traducteurs de littérature étrangère. Dans quelques semaines paraîtra en Croatie une deuxième traduction de mon roman en serbo-croate, après celle de la Serbie. Bientôt, peut-être, une troisième traduction pour la Bosnie. Le même livre, la même langue, trois éditeurs qui ne se connaissent pas, trois couvertures différentes et trois campagnes de promotion. Est-ce là le progrès ? C'est un peu comme si le même livre était traduit en montréalais, en gaspésien et en abitibien. Les seuls gagnants de ces aberrations identitaires, ce sont les auteurs et les éditeurs étrangers.



Naomi Klein

## Les croyances ne se bombardent pas

Ma première rencontre avec l'Armée du Mehdi de Moqtada al-Sadr a eu lieu le 31 mars. À Bagdad le chef de l'occupation américaine, Paul Bremer, venait d'envoyer des hommes armés pour fermer al-Hawza, en invoquant que les articles qui y paraissaient et comparaient Bremer à Saddam Hussein incitaient à la violence contre les Américains. Sadr répondit en appelant ses partisans à protester pour exiger la réouverture du journal.

Quand j'ai entendu parler de la manifestation, j'ai voulu y aller. Je me suis couverte d'un foulard et je m'y suis rendue. Les manifestants avaient imprimé des bannières en anglais disant « Laissez les journalistes travailler sans les terroriser » et « Laissez les journalistes faire leur travail ». Ces slogans me semblaient intéressants et j'ai commencé à faire mon travail. Mais j'ai vite été interrompue par un membre du Mehdi, en raison de mes choix vestimentaires. Un autre soldat du Mehdi a agrippé mon traducteur et l'a poussé contre un mur de protection de béton, le blessant sérieusement au dos.

Ce fut une leçon instructive : Moqtada al-Sadr n'est pas un libérateur anti-impérialiste, comme l'ont catalogué certains à l'extrême gauche. Mais Sadr n'est pas non plus le vilain unidimensionnel tant de fois dépeint dans les médias.

La situation exige une position davantage guidée par les principes. Les appels à la liberté de presse de Moqtada al-Sadr n'incluent pas la liberté des femmes journalistes. Mais il doit avoir le droit de publier un journal politique — non pas parce qu'il croit à la liberté, mais parce que, prétendument, nous y croyons. De la même façon, les appels de Sadr à la tenue d'élections et à la fin de l'occupation exigent notre soutien sans équivoque. Non pas parce que nous ignorons la menace que représenterait Sadr s'il était élu, mais parce que croire à l'autodétermination signifie que l'on admette que ce n'est pas à nous qu'il revient de décider de l'issue démocratique.

Ce genre de distinctions nuancées est monnaie courante en Irak : plusieurs personnes que j'ai rencontrées à Bagdad condamnent les attaques contre Sadr y voyant la preuve que Washington n'a jamais eu l'intention d'apporter la démocratie. Elles appuyaient les appels du religieux à la fin de l'occupation et à des élections ouvertes. Mais lorsqu'on leur demandait si elles allaient voter pour lui, la plupart riaient à cette pensée.

Or, il semble qu'en Amérique du Nord, on ait davantage de difficulté à saisir cette idée. Pour avoir défendu cette position, j'ai été accusée d'inventer « des excuses pour les théocrates et les misogynes » par Nick Cohen dans le *London Observer*, de m'être « naïvement enthousiasmée pour la milice al-Mehdi » par Frank Smyth dans *Foreign Policy in Focus* et d'être une « socialiste-féministe se pâmant d'admiration pour des fascistes théocratiques » par Christopher Hitchens dans *Slate*.

Hitchens rationalise son soutien à la guerre ainsi : même si l'objectif des forces américaines est vraiment le pétrole et l'établissement de bases militaires, expliquait-il, la libération du peuple irakien sera un effet secondaire tellement joyeux que les progressistes de partout doivent applaudir les missiles de croisière. Alors que la perspective de la libération demeure une cruelle plaisanterie en Irak, Hitchens prétend maintenant que l'administration anti-femme et anti-gay à la Maison Blanche représente le meilleur espoir du peuple irakien contre le type de fondamentalisme religieux anti-femme et anti-gay de Sadr.

Pour les Irakiens la menace montante du fanatisme religieux est réelle. Mais les forces américaines ne protégeront pas les femmes et les minorités de ce fanatisme davantage qu'elles ont protégé les Irakiens de la torture à Abou Ghraib ou des bombardements à Falloujah et Sadr City.

Le choix ne se pose pas entre fondamentalisme dangereux et gouvernement démocratique et laïc. Il se pose plutôt entre élections ouvertes — risquant de donner le pouvoir aux fondamentalistes, mais permettant aussi aux forces laïques et religieuses modérées de s'organiser — et élections truquées, destinées à laisser le pays entre les mains d'Iyad Allawi et de ses brutes entraînées conjointement par la CIA et les Mukhabarat, dans la dépendance complète de Washington.

Sadr est pourchassé, non parce qu'il est une menace pour les droits des femmes, mais parce qu'il représente la plus grande menace au contrôle militaire et économique de l'Irak par les États-Unis. Si les exigences de Sadr étaient remplies et le sort du pays entre les mains de la majorité, les bases militaires américaines en Irak seraient sérieusement en péril, tout comme l'ensemble des lois favorables à la privatisation adoptées par Bremer.

Bien loin de réduire le pouvoir d'attraction du fondamentalisme, l'attaque américaine contre Sadr l'a renforcé. Sadr s'est imposé en tant que nationaliste irakien défendant le pays tout entier contre des envahisseurs étrangers. Certains en viennent même à la conclusion qu'il vaut mieux un tyran bien à soi.

J'ai reçu une lettre du major Glen Butler, un pilote d'hélicoptère des Marines, posté à Nadjaf. Le major Butler défend le siège de la ville sainte en disant que lui et ses collègues des Marines essayaient d'empêcher le « mal » des « musulmans radicaux » de se répandre.

Et bien, cela ne fonctionne pas. Les hélicoptères de combat sont efficaces quand il s'agit de tuer des gens. Mais les croyances, sous le feu de l'ennemi, ont tendance à se propager.

BORIS  
maui Reiser!

## Le chantage de Carlos Mesa

La Bolivie est toujours aux prises avec une crise économique irrésolue et un climat social en alerte permanente. Le 18 octobre, une foule venue des quatre coins du pays a marché sur la capitale, La Paz, afin de dire non à la loi sur les hydrocarbures que le président Carlos Mesa entend passer de toute urgence.

Un an après la démission du président Sanchez de Lozada et de la « guerre du gaz », la population bolivienne n'a toujours pas obtenue la nationalisation des hydrocarbures et le projet de loi du président Carlos Mesa ne va pas du tout en ce sens. D'où la confluence vers La Paz le 18 octobre. Les marchistes (marcheurs), arrivés au centre-ville de La Paz, ont alors improvisé des cabildos abiertos (assemblées populaires) où les politiques gouvernementales ont été sévèrement condamnées, et en première ligne le référendum sur les hydrocarbures tenu en juillet.

Cinq questions sur l'exportation de gaz avaient alors été soumises à la population. Toutes refusées par la quasi-totalité des secteurs, surtout par les autochtones. La Centrale ouvrière bolivienne avait même été jusqu'à soutenir — au moment du débat préférendaire qu'il s'agissait d'un trappendum (de l'espagnol trampa, c'est-à-dire tricherie). De fait, on devait apprendre par la suite que les questions avaient été élaborées sous la surveillance des pétroliers et approuvées par celles-ci, avant d'être présentées au Parlement et à la population.

## 18 octobre

« Le gaz doit revenir au peuple. Les transnationales doivent arrêter de menacer le gouvernement et le peuple », a clamé le 18 octobre le leader de l'opposition et représentant des cultivateurs de la plante de coca, Evo Morales, à la tête d'une imposante colonne de paysans et membres des coopératives minières. Au devant d'une seconde colonne formée d'autochtones venus du Haut Plateau, marchait un autre élu de l'opposition et leader autochtone, Felipe Quispe, surnommé el Mallku (le notable).

Pendant que les marchistes s'approchaient de La Paz, le 17 octobre, le président Carlos Mesa déclarait de son côté que le délai pour l'approbation de la loi sur les hydrocarbures était expiré et demandait aux représentants élus de l'analyser immédiatement, sans même considérer celui rédigé par la commission parlementaire.

Le Président a du même coup affirmé que la Bolivie était « en train de se suicider », perdant plusieurs millions de dollars. Et que si les Boliviens n'exportaient pas leur gaz, ils allaient perdre l'aide des organisations financières internationales, tels le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, accusant ainsi ses adversaires « d'irresponsabilité et de radicalisme ».

## Industrialisation

Mais les Boliviens en général, et les opposants des organisations sociales et politiques en particulier, ne s'opposent pas à l'exportation du gaz en soi. Ils s'opposent seulement

à une exportation dont l'État — et donc la société — ne retirerait aucun bénéfice économique. En fait, ce que les Boliviens demandent, c'est que le secteur des hydrocarbures soit développé, que de simple exportateur de la matière première, la Bolivie passe au stade de transformateur.

Mais Mesa semble pressé d'exporter le gaz bolivien, d'autant plus qu'il vient de signer une entente de principe avec le président argentin en faveur d'une exportation beaucoup plus importante, aussitôt la loi approuvée. Mais pourquoi si vite ?

L'intransigence du gouvernement Mesa apparaît absurde. Elle crée une polarisation entre l'exécutif et le législatif, et va à l'encontre de l'opinion populaire exprimée depuis un an. Comme le soulignait Soliz Rada, analyste et chroniqueur de l'agence de presse Bolpress : « Les victimes d'octobre 2003 ont dit non à l'exportation, oui à l'industrialisation du gaz. Et Mesa soumet un projet disant non à l'industrialisation, oui à l'exportation. »

Quel est le fil conducteur de la politique de Carlos Mesa ? Dans tous les cas, il ne s'agit pas d'une position qui défend les intérêts nationaux, au contraire de ce qu'il a affirmé lors de son allocution télévisée du 17 octobre. Il s'agit plutôt de défendre les intérêts de Petrobras, Repsol-YPF et autres pétroliers. Des intérêts dont l'oligarchie au pouvoir, et dont fait partie Mesa, est historiquement très proche. Et il va sans dire que le maintien d'un cadre juridique, où sont garantis les intérêts des investisseurs est au cœur de la loi. En ce sens, Mesa continue sur la lancée des politiques néolibérales entamée par son prédécesseur, Sanchez de Lozada.

Or, il sera difficile de parvenir à une stabilité sociale durable s'il y a encore deux Boliviens sur trois qui sont touchés par la pauvreté absolue et un taux de chômage accablant. Un an après la fuite de Sanchez de Lozada, les Boliviens se demandent encore pourquoi on ne peut pas fabriquer du diesel écologique, du propylène et d'autres produits dérivés du gaz et du pétrole.

Tragique paradoxe, puisque depuis quelque temps, plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Belgique et la Chine, ont offert d'industrialiser le gaz bolivien en territoire national. Ce qui non seulement générerait des capitaux étatiques, mais assurerait aussi un marché pour l'exportation, tout en octroyant à la Bolivie un appui technologique. Mais Mesa continue de faire la sourde oreille à de telles propositions.

ROXANA PANIAGUA HUMERES  
Collaboration spéciale

alternatives  
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 27 octobre du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois — COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Daphnée Dion-Viens, Batiste Fois, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas, Fred A. Reed et Tania Vachon — RECHERCHE : Miriam Fahmy — CHRONIQUES : Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan et Judy Rebick — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet — CARICATURE : Boris

## ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet — RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois  
Montréal — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122  
Québec — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000  
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

# Lutte syndicale aux États-Unis chez Quebecor World

Quebecor World est le deuxième plus grand imprimeur au monde. La multinationale compte 160 imprimeries dans 17 pays à travers le monde, pour un total de 37 mille employés. Aux États-Unis, on compte 7 imprimeries, soit 3 200 employés. Ceux-ci ont entrepris de se syndiquer au sein de la Graphic Communications International Union (GCIU) en décembre 2003. À ce jour, ce syndicat représente 7 000 travailleurs de Quebecor au Canada et aux États-Unis. Mais chez nos voisins américains, la lutte est loin d'être terminée et prend parfois les allures des luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle ou alors du tiers monde.

Dans la petite ville de Versailles, au Kentucky, les 800 travailleurs de l'imprimerie Quebecor World tentent toujours de se syndiquer alors qu'ils sont continuellement intimidés et menacés par leurs patrons. La plupart ont peur de s'afficher en faveur de la syndicalisation, et s'ils la souhaitent, n'en cultivent pas moins la crainte de perdre leur emploi le cas échéant. De fait, les patrons de la filiale québécoise du Kentucky ont institué un climat de peur par d'innombrables petits gestes d'intimidation allant jusqu'au congédiement pour cause d'activité syndicale.

## Visite à Montréal

En août dernier, des membres du Conseil des droits des travailleurs du Kentucky et de l'organisation de défense des droits des travailleurs, Jobs with Justice, sont venus à Montréal pour y défendre la cause des em-

PHOTO: PHILL SNEEL/PC



ployés de Quebecor World aux États-Unis, afin d'obtenir un soutien de la part non seulement des organisations syndicales, mais également de la population et des médias québécois.

Or, lundi 28 août, sur l'heure du midi, une manifestation était organisée devant le siège social de Quebecor. Quelques dizaines de personnes seulement s'y sont rassemblées. Rien, bien sûr pour émouvoir de quelque façon Pierre-Karl Pélaude ou le président du Conseil d'administration de la multinationale, l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney. Mais apparemment, ce n'était rien non plus pour susciter une quelconque curiosité de la part des médias, qui au mieux et dans de très rares occasions, n'ont rapporté que brièvement le fait qu'il n'y avait pas grand monde à ladite manifestation.

Qu'il y ait eu ou non plusieurs personnes lors de ce rassemblement, n'aurait pas dû occulter pour autant le combat de ces hommes et femmes du Kentucky qui tentent difficilement de se syndiquer alors que leur

patron les en empêche. Un patron qui, en bout de ligne, est québécois.

## Droits élémentaires

Par ailleurs, les raisons qui poussent ces hommes et ces femmes à se syndiquer – dans le pays occidental le plus hostile au syndicalisme –, sont simples et élémentaires. Que leurs droits fondamentaux soient respectés, préservés et défendus. Ils demandent un environnement de travail qui soit sécuritaire, une assurance santé de qualité à coûts raisonnables. Et bien sûr, que soit reconnu leur droit de s'organiser syndicalement. Ce sont des revendications qui sont d'une autre époque pour le Québec, ou d'un autre monde, d'Asie ou d'Amérique latine par exemple. Ils ne se battent pas encore pour de meilleures salaires ou plus de congés payés.

Depuis 1996, le gouvernement américain a reconnu plus de 325 cas de violations en matière de sécurité au travail de la part des dirigeants de Quebecor World sur le territoire américain : exposition à des matières toxiques et dangereuses, risques sévères d'incendies et machinerie non sécuritaire parce

que soit les verrous de sécurité sont inadéquats soit simplement brisés et non réparés. La compagnie détiendrait l'un des pires bilans en matière de sécurité et santé au travail, aux dires de l'organisateur syndical de la GCIU, Bert Haft. Les cas de doigts ou de mains coupés sont plus que fréquents. Certains travailleurs, victimes de graves accidents sur leur lieu de travail, en raison de la négligence des patrons, en perdent carrément leur emploi. Handicapés à vie, ils ne bénéficient, le plus souvent, d'aucune couverture sociale.

## Congédié

Carl Rodgers de l'imprimerie de Covington au Tennessee a été congédié pour activité syndicale et parce qu'il refusait de jouer les indicateurs et de forcer ces collègues à arrêter le processus de syndicalisation. En mai 2004, Rodgers s'est rendu à l'Assemblée annuelle de Quebecor qui se tenait à Montréal. Il a alors interpellé le président, Brian Mulroney, sur son cas et tant d'autres semblables. L'ancien premier ministre a bien entendu répondu que cela était inacceptable et a invité l'ancien opérateur de presse à déposer une plainte auprès du gouvernement américain. Ce qui a été fait, avec l'appui du Conseil national des relations du travail (National Labor Relations Board – NLRB). Mais ni Brian Mulroney ni Pierre-Karl Pélaude ne se préoccupent davantage des conditions de travail et du respect des droits de leurs travailleurs américains. Aucun geste concret n'a été posé contre l'attitude anti-syndicale des dirigeants de leurs filiales américaines. Ce qui n'empêche pas la compagnie de se vanter sur son site Internet d'être parmi les plus avancées sur le plan technologique, et parmi les plus innovatrices et socialement responsables, de par le monde.

## Kerry écrit à Pélaude

L'une des membres du Conseil des droits des travailleurs du Kentucky, qui était de passage à Montréal en août, Joni Jenkins, également députée au niveau de l'État du Kentucky, a résumé la situation en ces termes : « Les employés de Quebecor World de l'imprimerie de Versailles ne méritent pas moins que les employés du siège social de Quebecor à Montréal. » Elle a expliqué du même coup, que la campagne en faveur de la syndicalisation des travailleurs de Quebecor World à travers les États-Unis, Justice@Quebecor, bénéficiait surtout du soutien des Églises, seul lieu de rassemblement communautaire encore existant là-bas. Mais également de quelques membres du Parti Démocrate, dont le sénateur John Kerry, candidat à la présidence des États-Unis lors des élections du 2 novembre, contre George W. Bush. Kerry, en février 2004, de passage à Covington au Tennessee et lors d'une intervention publique, avait invectivé la direction de Quebecor à rester neutre lorsque ses employés décident de se syndiquer. En juin, le sénateur a écrit personnellement une lettre adressée à Pierre-Karl Pélaude, lui faisant part de ses inquiétudes quant aux pratiques des dirigeants du plan du Mississippi, qu'il décrivait comme étant des « violations claires des droits garanties par le National Labor Relations Act ».

À la question, si Kerry est élu, est-ce que cela aidera à la syndicalisation des employés de Quebecor World ? Joni Jenkins, comme le révérend John Raush, les deux ou trois employés et les quelques membres de Jobs with Justice qui avaient fait le voyage de Montréal, ont répondu oui, mais un oui timide. Il n'empêche qu'une élection du candidat démocrate le 2 novembre, changerait surtout la donne sur des petits détails de la politique intérieure comme celui-là, à défaut de pouvoir réalistement retirer les Marines d'Irak.

F.-I. L.

## 50 ans d'aide internationale

Depuis 1960, les pays riches ont consacré près de 5000 milliards de dollars US au développement international. Malgré cela, les Nations unies rapportaient en 2003 que près de la moitié de l'humanité vivait avec moins de 2 dollars US par jour. Après 50 ans d'aide internationale, où en sommes-nous ?

« L'industrie » de l'aide, composée de gouvernements, d'institutions financières internationales, d'agences d'aide bilatérales et d'organisations non gouvernementales (ONG), s'entend pour dire que les 50 dernières années ont produit des résultats fort en deçà des espérances pour les populations les plus pauvres de la planète. Dans des régions du monde comme l'Afrique subsaharienne, certains indicateurs de développement économique et humain auraient même reculé depuis 1960 !

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce constat somme toute assez désolant. D'abord, l'aide internationale a davantage été utilisée pour servir les intérêts commerciaux et la politique étrangère des pays développés, subventionnant indirectement les entreprises des pays du Nord. En 2001, le comité d'aide au développement de l'OCDE estimait qu'au moins 20 % de l'aide internationale revenait encore aujourd'hui aux entreprises des pays donateurs sous forme de lucratives contrats pour les entreprises et leur manne de consultants.

Roy Culpeper, président de l'Institut Nord-Sud, un think tank en affaires internationales basé à Ottawa, affirme d'autre part que « l'aide internationale a souvent été plutôt désorganisée et a offert des solutions partielles à des problèmes complexes : on a trop souvent construit des écoles sans toutefois se demander si les gouvernements des pays en développement pouvaient fournir les livres et les professeurs nécessaires à l'éducation des jeunes ! ». Pour que le développement fonctionne de façon durable, soutient-il, les citoyens des pays sous-développés doivent avoir un accès minimal aux soins de santé et à l'éducation de base, un régime juridique assurant un minimum de droits humains et civiques, un gouvernement transparent et agissant pour le bien-être de ses citoyens, tout en garantissant des conditions environnementales raisonnablement saines. Or, avec les crises financières qui se sont succédées un peu partout sur la planète dans les années 90 (Mexique, Russie, Asie, Brésil, Argentine, etc.), ces fondements micro-économiques du développement durable ont été mis de côté au profit d'impératifs de nature plutôt macro-économique, dans l'espoir de trouver des solutions pour aider

ces pays à se sortir des crises financières qui allaient bouleverser leur économie. C'est ce qui a amené plusieurs économistes, dont le prix Nobel Joseph Stiglitz, et de nombreux militants et ONG à critiquer la vision incohérente de l'industrie de l'aide dans les années 80 et 90.

## Incohérences ?

Ainsi, en 2000, la Banque mondiale a évalué que les pays à faible revenu ont remboursé plus de 100 milliards de dollars US aux pays riches en intérêts sur leur dette publique, soit cinq fois plus que ce qu'ils avaient reçu en aide internationale cette année-là ! Alors que près du tiers du budget de ces pays était toujours voué au remboursement de la dette, trop peu d'argent était investi dans des secteurs comme la santé et l'éducation, secteurs pourtant essentiels à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté !

Dans le même ordre d'idées, l'échec de la dernière conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun en septembre 2003 a démontré toute l'importance des questions agricoles pour les pays en développement – et des incohérences entre les politiques agricoles des pays développés et leurs politiques d'aide au développement. C'est que bon an mal an, les pays membres de l'OCDE consacrent plus de 330 milliards de dollars US sous différentes formes de subventions pour leur propre industrie agricole, soit six fois plus d'argent que le montant investi dans l'aide au développement ! Autant d'argent qui vient restreindre l'accès des pays sous-développés aux marchés agricoles mondiaux, un des seuls saluts pour les milliards d'agriculteurs vivant dans les pays du Sud.

## Un vent de changement ?

Vis-à-vis des progrès économiques décevants pour la plupart des pays sous-développés, les pays donateurs et institutions financières internationales ont implicitement reconnu, au tournant du millénaire, leur part de responsabilité et ont recentré leurs priorités en matière de développement sur un modèle plus durable, directement voué à la réduction de la pauvreté. Un modèle où les pays du Sud sont passés d'un statut de « bé-

néficiaires » à un statut de « partenaires » de l'aide internationale. Certaines initiatives, financées par les pays riches, viennent soutenir l'idée que l'industrie de l'aide est en pleine mutation. Ainsi, la réduction des dettes publiques pour les pays pauvres très endettés, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de 2001 (NPDA), les Objectifs de développement du millénaire (ODM), sans oublier l'élaboration de « Stratégies nationales de réduction de la pauvreté », ont complètement transformé les façons de faire des acteurs de l'aide internationale. Ce qui fait dire à François Bourguignon, économiste en chef de la Banque mondiale, que « pour une fois, l'industrie de l'aide s'entend sur la recette à appliquer pour assurer un développement durable : on sait ce qu'on doit faire et comment le faire. Il manque seulement une volonté politique au Sud et du financement au Nord ! »

Or, David Sogge, auteur du livre Les mirages de l'aide internationale et professeur membre du Transnational Institute d'Amsterdam, nous met toutefois en garde vis-à-vis de cet élan positiviste en soulignant que l'histoire de l'aide internationale voit apparaître de nouvelles « modes du développement » à toutes les décennies et ce, depuis 1960. « Le danger actuel est que l'on soit au début d'un nouveau cycle, et que l'on se rende compte seulement dans 10 ou 20 ans que le modèle de développement proposé aux pays pauvres n'était pas bon. » Et peut-être n'aurons nous pas l'occasion d'attendre aussi longtemps.

Certes, le mode unilatéral adopté par le gouvernement américain et la fragmentation de la communauté internationale sur des questions liées à la sécurité, au commerce et à l'environnement, menaceraient les récents efforts entrepris en ce qui a trait à « l'harmonisation » de l'aide au développement international. Déjà loin dans les priorités politiques des pays riches, la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale par le biais de l'aide au développement pourrait ainsi se voir amputée de précieuses ressources financières et politiques dans les années à venir, des ressources pourtant bien essentielles à la survie des plus pauvres de la planète...

François Boutin-Dufresne  
collaboration spéciale

Soirée bénéfique  
Jeunes musiciens du monde  
2004

Quand la musique peut changer des destins...

Pour une troisième année, les artistes du Québec se rallient à la cause

Yves Lambert  
Ariane Moffatt  
Stefie Shock  
Florent Vollaant  
Marc Déry  
Éloi Painchaud  
Carl Bastien  
Les Batiuses  
collective  
Les Frères Diouf  
DJ Stéfanie Cocke  
orixy  
Badya Shree Guy Bernier et  
Gurpreet Singh Chana  
et plusieurs autres...

Maitre de cérémonie  
Yves Lambert

Spectacle de 19h30 à 3h00  
25\$ en prévente / 30\$ à la porte

Jeu 28 octobre  
METROPOLIS

Billets en vente sur Ticket Pro : (514) 908-9090  
et www.ticketpro.ca  
Pour informations : 1-866-525-1000 (5636)

## alternatives à québec

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale

### La démocratie participative : un outil d'inclusion

JOURNÉE DE FORMATION  
pour formateurs seulement  
6 novembre de 19 h 30 à 16 h 30

ATELIERS INTERACTIFS  
pour tous !

...pour répondre aux multiples besoins des différents acteurs de la société civile

Sur demande nous nous déplaçons sur votre lieu de travail. Durée, 1h30.

### CONFÉRENCE

Le militarisme comme frein au développement,  
le cas de la République démocratique du Congo

18 novembre 2004, 19 h 30

Pavillon Charles-De Koninck 3F (DKN) Université Laval  
Avec Charles Mugiraneza, Opula Lambert et Kambale Katahwa

Information : (418) 521-4000  
ou marienoelle@alternatives.ca



## L'Amérique, selon la France



David Homel

Paris — La France vient de vivre encore un festival littéraire, cette fois à Vincennes, banlieue cossue de Paris. Le touriste connaît la ville surtout pour son château et son bois. Mais pendant quelques jours en octobre, Vincennes était le domicile d'une grande variété d'écrivains, qui reflétaient ce que les éditeurs français savaient — ou voulaient savoir — de l'Amérique.

Attention, quoique le festival s'appelle « America », cet événement ne se limite pas seulement aux États-Unis. Il y avait un Mexicain, Eduardo Antonio Parra, et quelques Cubains, comme René Vázquez Díaz, José Manuel Prieto et Leonardo Padura. Ai-je oublié les Canadiens ? On y était aussi. La condition sine qua non de la participation est, bien sûr, une publication en langue française.

Le Festival s'est ouvert sur une note de culpabilité et de désespoir politique. Quoi de plus normal, car nous étions huit à débattre la question : « Quel rôle pour les écrivains sur le continent nord-américain ? » Des Américains comme Jim Galvin et Eric Williamson ont déclaré qu'il est inutile de gaspiller ses forces à écrire tant que George W. Bush est à la Maison Blanche. Pour le reste du monde, la présidence de Bush est un désastre. Pour les Américains, c'est pire.

D'autres ont décrit la détérioration du climat social et la perte des droits civils. Le public français a vite mis en doute l'autoportrait que faisaient d'eux les écrivains des États-Unis. « Êtes-vous vraiment si seuls, si isolés ? » demanda une dame dans la salle. De toute évidence, le discours misérabiliste ne plait pas aux Français.

La France s'intéresse aux Indiens, et aux questions autochtones. S'il y avait une vedette au festival, c'était le romancier et scénariste du film *Smoke Signals*, Sherman Alexie, né dans une réserve pas loin de Seattle. À la soirée d'ouverture, on pouvait admirer Alfred Red Cloud de la nation sioux, ancêtre du chef original Red Cloud. À la Salle des fêtes rococo de la mairie de Vincennes, le spectacle était d'une incongruité saisissante.

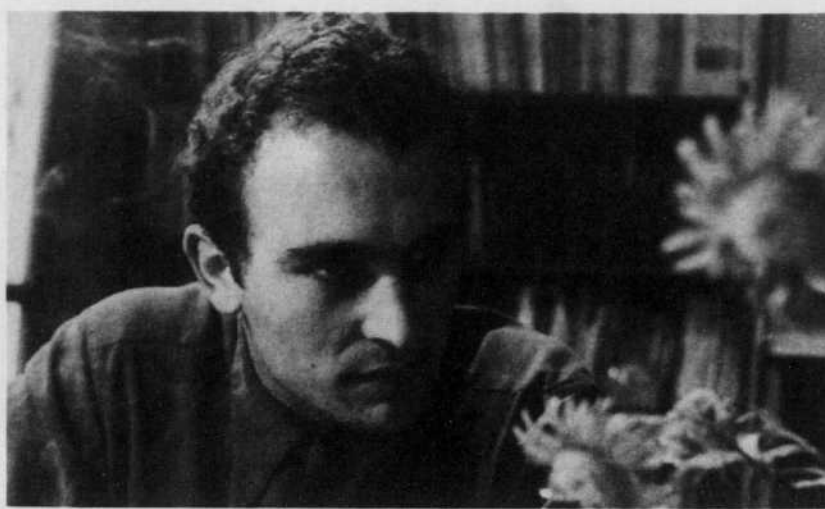
Enfin, les « grands espaces » étaient à l'honneur. Voilà ce qui séduit les Français, et avec raison, car leur propre espace nous semble si restreint. D'où l'exposition de photos consacrée à la Route 66, qui passe de Chicago à Los Angeles, par des paysages vides et grandioses. La même impression ressort de l'exposition sur la vie des Acadiens : paysages de bord de mer grandioses, balayés par la tempête. Finalement, c'est commun à tous. Les Français cherchent chez nous ce qui manque chez eux, et vice-versa.

Donc, beaucoup d'écrivains « grands espaces », comme Jim Galvin. Et des tendances régionalistes avec Tom Franklin, d'Alabama. Et Percival Everett, qui joue brillamment avec l'identité noire aux États-Unis. Mais rien n'égale le vedettariat, et pour un simple écrivain, le vedettariat passe par le cinéma. Curieux alors que le romancier Mark Danielewski, dont la reconnaissance soit venue par le cinéma, ait célébré le roman « comme le lieu où on peut enfin entendre une seule voix ». Et que Rick Moody, qui nous a donné *The Ice Storm*, ait décrit ses romans comme des récits qui réussissent à échapper à la domination de la narration à la troisième personne, propre au cinéma.

Du Québec, il y avait Guillaume Vigneault, Nelly Arcan et moi-même. La preuve vivante que nous représentons aussi pour les Français une variété d'écrivains Américains.

## Jean Rouch à la Cinémathèque

Le 19 février mourait l'ethnocinématographe Jean Rouch, à l'âge de 86 ans, lors d'un accident de voiture survenu au Niger. C'est en guise d'hommage à un des pères fondateurs de l'anthropologie visuelle, figure de la Nouvelle vague, que la Cinémathèque québécoise présentera, du 7 au 11 novembre, quelques-uns de ses 120 films.



1954, première des *Maîtres fous* au Musée de l'homme, à Paris. Jean Rouch, de la cabine de projection, improvise un commentaire sur les images qui défilent à l'écran : on y voit un rite de possession haouka auquel s'adonnent des travailleurs migrants au Ghana. La projection se termine sous les huées, et tant l'anthropologue Marcel Griaule que les dignitaires africains rassemblés à cette occasion intiment le jeune documentariste de détruire le film. Jean Rouch, heureusement pour la postérité, ne suivra pas les conseils de son maître, et présentera son film l'année suivante au Festival de Venise, où il remporta le Grand prix.

Dans *Maîtres fous*, Rouch tentait de rendre sensible dans toute son acuité et son urgence, l'aliénation coloniale, le problème de la migration des travailleurs, la réappropriation rituelle d'une violence quotidienne. L'ethnographe ne filme pas seulement le passé, mais aussi le présent, et parfois l'avenir (le Ghana sera l'une des premières colonies africaines à déclarer son indépendance).

### Afrique en mouvements

Ce diplômé de l'École des Ponts et Chaussées de Paris, fasciné par le surréalisme de Breton, le Nanook de Flaherty et la musique de Django Reinhardt, débarque au Niger à 24 ans avec dans ses bagages *L'Afrique fantôme* de Leiris et *La phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Il tourne son premier film en 1946, *Au pays des mages noirs*, suivi par *Initiation à la danse des possédés*, récompensé par Jean Cocteau au Festival du film maudit de Biarritz, en 1949.

C'est une Afrique en pleine transformation que filme Rouch durant les années 50. L'urbanisation bat son plein et change progressivement les modes de vie. Se distinguant nettement des ethnocinématographes l'ayant précédé — et, plus globale-

ment, d'une anthropologie encore bien orthodoxe, pour qui la culture africaine se réduit trop souvent à ses aspects les plus traditionnels. Rouch n'hésitera pas à documenter l'Afrique dans toute sa modernité naissante, suivant pas à pas tous les mouvements autonomistes et les révolutions indépendantistes qui secouèrent le continent.

Dans *Moi, un noir* (1958), le réalisateur montre à l'écran le dur quotidien de trois jeunes Nigériens, en quête de travail à Treichville, au sud de la Côte d'Ivoire. Chaque matin, nos trois héros se rendent au port, dans l'espoir de se voir attribuer une « jobbine » pour la journée — et quelques maigres francs pour tout salaire. La question du travail migratoire en Afrique de l'Ouest reviendra souvent dans l'œuvre de Rouch. C'est ainsi qu'il filme la marche d'un pêcheur, d'un éleveur de bétail et d'un instituteur nigériens vers le Ghana pour y chercher du travail durant la saison sèche (*Jaguar*, 1954-1967). Six semaines de marche pour traverser le pays Somba du Nord-Bénin et les villages Ewe du Togo, pour finalement arriver à Accra, capitale du Ghana. L'éleveur délaissera ses « habits de brousse » après s'être acheté un boubou urbain. L'instituteur, sachant lire et compter, deviendra chef de chantier en foresterie. Le pêcheur, quant à lui, sera engagé sur les canots débardant les paquebots au port, « là où on gagne de gros salaires ». Le cinéaste s'efface, laissant ses trois amis définir leur propre scénario et trouver les mots qu'il faut pour narrer leur vie à l'écran.

Armé d'une Bell & Howell 16mm, Jean Rouch opte dans ses premières œuvres pour un tournage léger et un enregistrement du son en post-production. Ceci lui permet, dans *Jaguar* et *Moi, un noir*, notamment, de donner la parole à ses acteurs qui improviseront un commentaire après coup sur les images. Les premiers films de la Nouvelle vague, à bout de souffle de Jean-Luc Godard tout

particulièrement, en retiendront la leçon. Godard ne dira-t-il pas que son film aurait pu s'appeler *Moi, un blanc* ? Plus qu'inventer une technique et un type de tournage nouveaux, Rouch accomplissait un geste décisif : en donnant à l'observé, à l'Autre, une voix et un droit de regard sur la création du film. Il renversait complètement la donne du cinéma ethnographique. Il ne cessera d'explorer les possibilités et les limites de cette « anthropologie partagée ».

Praticien et théoricien de la « cinétranse » (état du filmeur possédé « corps et caméra » par ce qu'il filme), ainsi que de la pratique du feed-back, ou de ce qu'il appelle le « contre-don ethnographique », son premier public est formé des individus qu'il a filmés. Lesquels l'amèneront, plus d'une fois, à remanier le montage. Sa pratique d'ethnocinéma, il l'appliqua aussi en France où il tourne au début des années 60, une société en pleine mutation. Attiré par les technologies que développaient au sein de l'ONF les pionniers du cinéma direct, il invite Michel Brault à Paris et y réalise l'un des premiers films tournés caméra à l'épaule et en son synchrone : *Chronique d'un été* (1960), avec le sociologue Edgar Morin. C'est à cette occasion, qu'il lancera l'appellation « cinéma-vérité ».

Patience et avec un désordre exemplaire, Rouch le cinéaste pratiqua son métier d'anthropologue pendant près de 60 ans. La Cinémathèque québécoise nous offre une occasion, trop rare, de retrouver quelques jalons de cette œuvre immense, qui n'aura cessé de repousser les frontières du cinéma et de l'ethnographie, et qui nous permet d'interroger, avec une actualité encore vibrante, la relation entre l'homme, la réalité et la technique audiovisuelle.

ANDRÉ HABIB ET FRANÇOIS L'ÉCUEYER

www.cinematheque.qc.ca

## Le militarisme la solution pour la paix ?

La solution...  
pour la démocratie en Iraq ?  
pour le développement en Afghanistan ?  
pour l'aide humanitaire en Haïti ?  
contre la menace terroriste en Amérique ?

CONFÉRENCIERS :  
Donald Cuccioletta  
Joseph Georges  
Patrick Lemieux  
Diane Matte

MAÎTRE DE CÉRÉMONIE :  
Dorval Brunelle

Mercredi 17 novembre 2004 19h00

UQAM  
Salle Marie-Gérin Lajoie  
Pavillon Judith-Jasmin  
(J-M 400)  
405, rue Sainte-Catherine Est  
Montréal (Québec) CANADA

Entrée libre

INFORMATION :  
849-8393 poste 264

Conférence organisée par le YMCA du Grand Montréal, en collaboration avec Alternatives, Développement et Paix et le Centre Études internationales et Mondialisation.



30 ANS  
Alternatives  
... pour un monde différent

Développement et Paix



## Abonnez-vous au journal Alternatives !

alternatives  
LE JOURNAL

En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :

Journal Alternatives - 3720, avenue du Parc, Bureau 300, Montréal (Qc) H2X 2J1

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !  
Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

## Livres

### ROMAN Sang impur

Hugo Hamilton, Paris, Éditions Phébus, 2004, 282 pages.

Hugo Hamilton, romancier irlandais, est encore assez peu connu des francophones. Et pour cause, il ne s'agit ici que de son deuxième roman traduit dans la langue de Molière. Après *Berlin sous la Baltique*, voici donc *Sang impur*, une autobiographie sous forme de roman.

L'histoire d'un jeune Irlandais « tacheté allemand » — comme un « pain irlandais tacheté de raisins allemands » — qui grandit dans le Dublin pauvre des années 50 et 60. C'est l'après-guerre entre Allemands et Britanniques, et le début d'un éternel conflit entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud, protestants et catholiques, pro et anti-couronne britannique. Le père est un nationaliste irlandais pur et dur qui interdit à ses enfants de parler anglais, la langue du dominateur, la mère, une Allemande venue en Irlande en « pèlerinage » pour apprendre l'anglais, et qui y pris finalement mari.

Une enfance faite de violences et de haine, parfois sourdes et insidieuses. Dans la rue, à l'école, à la maison. Les insultes fusent de partout. Un enfant trop allemand, donc nazi, pour certains. Pas assez irlandais pour le père.

Touchant, émouvant, prenant, *Sang impur*, en passe de devenir un best seller, si on en croit les critiques et commentaires dithyrambiques de la presse anglo-saxonne, est un incontournable de cet automne. On ne sort pas indemne de cette lecture, où l'intolérance sous toutes ses coutures est mise à nu. Votre cœur se sert, votre ventre se noue.



### ROMAN Quand on refuse on dit non

Ahmadou Kourouma, Paris, Seuil, 2004, 162 pages.

Ahmadou Kourouma a sans doute été l'un des plus grands romanciers de l'Afrique noire francophone, sinon le plus important. Mort à Lyon l'année dernière, vivant en exil depuis les lendemains de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, il nous a laissé un dernier legs, un dernier roman inachevé, nous racontant une fois de plus cette Afrique meurtrie, pillée et humiliée par le colonialisme et son corollaire la coopération. Détruite et ridiculisée par une pléthore de petits arrivistes africains, corrompus et parfois sanguinaires.

Après *Allah n'est pas obligé*, gagnant du prix Renaudot en 2000, sur la triste et terrifiante réalité des enfants-soldats, Kourouma nous parle cette fois de la Côte d'Ivoire, l'ancienne réussite du pré carré français, aux prises aujourd'hui avec la maladie de l'ethnisme. Si on n'y est pas très tendre avec Houphouët-Boigny, ce premier président corrompu et mégalomane, on ne l'est pas davantage avec Gbagbo. Décevant retour de l'exilé qui portait pourtant en lui les rêves d'une démocratie et d'un gouvernement responsable à la gestion saine et équilibrée, exempt de toute velléité personnelle.

Dans *Quand on refuse on dit non*, on retrouve le jeune Birahima, l'enfant-soldat des guerres tribales de Sierra Leone et du Liberia, petit héros d'*Allah n'est pas obligé*. Si on excepte la petite distorsion géographique, la naïveté, le regard perçant et la dureté de Birahima nous émeut une fois de plus. De page en page, nous le suivons dans sa fuite du Sud vers le Nord du pays, aux côtés de sa si belle cousine Fanta qui entend de faire son éducation historique du pays.

Le tout est suivi de notes de l'éditeur et de l'ajout de quelques autres fragments du récit que Kourouma avait lui-même griffonnés.

### ESSAI Lettre à ma fille qui veut porter le voile

Leïla Djitli, Paris, Éditions de La Martinière, 2004, 126 pages.

*Lettre à ma fille qui veut porter le voile* est un docu-fiction de la journaliste Leïla Djitli écrit avec la collaboration de Sophie Troubac. Forte de son expérience d'observatrice sur le terrain des banlieues françaises, terreau de la petite délinquance qui mène parfois au monde du crime, et terreau surtout des islamistes qui y recrutent une jeunesse désespérée, victime de l'exclusion sociale et économique.

C'est ainsi que sous la pression des imams et des jeunes garçons en mal d'identité et de pouvoir, plusieurs jeunes filles en arrivent à porter le voile. Pas toujours sous la menace, mais en raison d'une pression latente qu'elles ne peuvent décoder. Souvent naïvement, elles sont convaincues qu'il s'agit là de leur propre choix.

On peut imaginer le choc que cela peut procurer à une mère, elle-même issue de l'immigration maghrébine et musulmane, qui n'a jamais porté le voile, parce que sa propre mère et parfois sa grand-mère se sont battues pour cela. C'est là un scénario qui est loin d'être banal, bien loin de représenter un cas isolé.

C'est donc le point de départ de ce petit livre très touchant, très ébranlant. Une mère écrit à sa fille les pourquoi de son opposition à la revendication de cette dernière : son droit de porter le voile si elle le désire. Tout au long des pages, elle lui explique d'où elle vient, par quoi et par où sont passées les femmes de sa famille avant elles. Elle lui explique, avec les mots d'une mère, comment la liberté et l'identité dont elle se réclame ne passent pas par le voile. Elle reprend un à un les arguments de l'adolescente, les analyse et démontre comment ils sont truffés d'amalgames, de sophismes et de dogmatisme.

C'est jusqu'à ce jour, ce qu'il nous a été donné de mieux en termes d'argumentation, nourrissant un certain espoir que cela puisse réellement aider quelques jeunes filles à faire leur « choix ». Mais on imagine aisément qu'entre nous et celles-ci, il y a tout un monde de réalités, de croyances et de certitudes.

F.-I. L.